



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection  
des Populations  
Service protection de l'environnement

Valence, le 06 novembre 2013

Affaire suivie par : Valérie DELVAL  
et UT DREAL : Pascal BRIE  
Tél. : 04-26-52-22-09  
Fax : 04-26-52-21-62  
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

**ARRETE COMPLEMENTAIRE N° 2013310-0021**

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES à CHATUZANGE-LE-GOUBET**

**au lieu-dit « Petits Pourcieux »**

**Le Préfet du département de la Drôme  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles R. 512.31 et R.512-33 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°04 -1193 du 23 mars 2004 autorisant une extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par la société ONYX Auvergne Rhône-Alpes, située à CHATUZANGE LE GOUBET, au lieu-dit « Petits Pourcieux » ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2012233-0010 du 20 août 2012 mettant à jour les rubriques concernant le site exploité par la société ONYX Auvergne Rhône-Alpes, située à CHATUZANGE LE GOUBET, au lieu-dit « Petits Pourcieux » ;

Vu les deux dossiers transmis en date du 22 décembre 2011 et du 13 février 2012 par la société ONYX Auvergne Rhône-Alpes, le premier concernant une demande de modification des conditions d'exploitation du site (passage en mode « bioréacteur »), le second une nouvelle centrale de valorisation de biogaz et une nouvelle unité de traitement des lixiviats générés sur le site de CHATUZANGE LE GOUBET, au lieu-dit « Petits Pourcieux » ;

Vu le dossier modifié en date du 14 mai 2012 de l'exploitant ;

Vu l'envoi complémentaire du 29 octobre 2012 de l'exploitant précisant que le projet de passage en mode bioréacteur fera l'objet d'un dossier complémentaire ultérieur ;

Vu le complément apporté par l'exploitant le 21 décembre 2012, portant sur les caractéristiques des perméats résultant du traitement des lixiviats ;

Vu le rapport et les propositions en date du 20 août 2013 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région RHONE-ALPES ;

Vu l'avis en date du 26 septembre 2013 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le courrier envoyé le 15 octobre 2013 demandant à l'exploitant dans un délai de quinze jours, des

observations à formuler sur le projet d'arrêté ;

Vu la réponse du 30 octobre 2013, transmise par le demandeur, déclarant n'avoir aucune observation à formuler ;

Considérant que la valorisation du biogaz et le traitement in situ des lixiviats constituent un progrès sur le plan environnemental ;

Considérant que les mesures à imposer à l'exploitant sont estimées de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme,

## **A R R E T E**

### **Article 1er :**

La société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES, dont le siège social est situé 105, avenue du 8 mai 1945, 69 140 RILLIEUX LA PAPE, est autorisée à exploiter, dans l'enceinte de l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHATUZANGE LE GOUBET, au lieu-dit « Petits Pourcieux », une plateforme d'une surface d'environ 1100 m<sup>2</sup> rassemblant :

- une installation de traitement de lixiviats avec ses équipements annexes ;
- une extension de la centrale de valorisation de biogaz avec ses équipements annexes.

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de demande du 14 mai 2012, complété les 29 octobre et 21 décembre 2012 et sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 modifié.

### **Principales caractéristiques de l'installation de traitement de lixiviats**

La capacité de traitement annuel de l'installation est de 15 000 m<sup>3</sup>. Le traitement est assuré par des procédés de filtration par osmose inverse et d'évaporation sous vide.

Les équipements suivants sont utilisés :

- Des cuves tampon et de préparation des lixiviats, perméats et concentrats ;
- Une cuve d'acide chlorhydrique à 33 % de 15 m<sup>3</sup> ;
- Un stockage de 30 m<sup>3</sup> des « surconcentrats » ;
- Trois bassins : un pour les lixiviats à traiter (350 m<sup>3</sup>), un pour les concentrats (350 m<sup>3</sup>) et un pour les perméats (3 500 m<sup>3</sup>) ;
- une aire de dépotage.

Les réactifs suivants sont utilisés :

- Acide chlorhydrique à 33 %, stocké en cuve de 15 m<sup>3</sup> ;
- Anti-mousse (pour stabiliser les lixiviats), stocké dans 2 cuves de 2 m<sup>3</sup> ;
- Hydroxyde de sodium à 33 %, stocké dans une cuve de 140 litres ;
- Nettoyants acide et basique, antiscalant.

### **Principales caractéristiques de l'extension de la centrale de valorisation de biogaz**

Elles sont rassemblées dans le tableau ci-dessous :

Équipements	Nombre	Puissance thermique consommée	Débit de gaz valorisé ou brûlé en torchère	Puissance électrique produite	Puissance thermique récupérable
<b>Centrale</b>					
Moteurs	3	2 100 kW	430 m³/h	840 kW	800kW
Torchère	1	-	1 500 m³/h	-	-
<b>Extension de la centrale</b>					
Moteur	1	3 500 kW	750 m³/h	1 400 kW	1 400 kW
Moteur	1	2 100 kW	430 m³/h	840 kW	800kW
Torchère	1	-	1 000 m³/h	-	-

Les principaux éléments constituant l'extension de la centrale de valorisation du biogaz sont les suivants :

- jusqu'à 2 conteneurs moteurs ;
- 1 poste de livraison électrique haute tension avec trois transformateurs ;
- jusqu'à 2 lignes de prétraitement de biogaz ;
- 1 torchère ;
- 1 bungalow bureau et magasin pour pièces détachées.

## **Article 2 : Émissions sonores**

Le dernier alinéa de l'article 20.5.5 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 est ainsi complété :

*« Un contrôle des niveaux sonores de la plateforme rassemblant l'installation de traitement des lixiviats et l'extension de la centrale de valorisation de biogaz, est effectué dans les trois mois suivant leur mise en exploitation. Ce contrôle est à réaliser par un organisme dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet. Les résultats sont à transmettre à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures. »*

## **Article 3 : Installation de traitement de lixiviats**

Les prescriptions des articles 21.1 et 21.2 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 sont annulées et remplacées par les suivantes :

### **« 21.1 Gestion des lixiviats**

#### **21.1.1 Traitement des lixiviats**

*Les lixiviats générés par l'installation de stockage de déchets non dangereux autorisée dans le présent arrêté sont épurés dans une installation de traitement in situ.*

*Cette installation de traitement est entièrement automatisée, tout défaut est signalé et coupe l'ensemble du dispositif en cas de dysfonctionnement. Le contrôle du bon fonctionnement de l'installation est réalisé au moins hebdomadairement par un personnel formé. Quotidiennement, une inspection (détection de fuites ou autres anomalies) est réalisée. Une traçabilité de ces contrôles est assurée.*

*Les réactifs utilisés dans le cadre de l'exploitation de l'installation de traitement de lixiviats sont stockés conformément aux dispositions figurant à l'article 28 du présent arrêté.*

*En cas de nécessité, les lixiviats peuvent être traités dans une station d'épuration externe sous réserve :*

- que celle-ci soit réglementairement autorisée à accueillir des lixiviats à traiter ;
- de la signature d'une convention entre l'exploitant et le gestionnaire de la station ;
- de l'aptitude de la station à traiter les lixiviats dans des conditions satisfaisantes, de façon performante et sans nuire à la dévolution des boues d'épuration ; une étude devra le démontrer préalablement, elle sera transmise à monsieur le Préfet de la Drôme et à l'inspection des installations classées, au moins un

mois avant tout envoi de lixiviats.

### **21.1.2 Contrôle des lixiviats pendant l'exploitation de l'installation de stockage de déchets**

La production mensuelle des lixiviats, exprimée en volume, est relevée et consignée sur le registre des données destinées à la mise à jour du bilan hydrique.

Trimestriellement, ou à fréquence plus faible si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, les lixiviats font l'objet d'analyses portant sur les paramètres suivants : pH, conductivité, MES, DCO, DBO<sub>5</sub>, COT, azote total, phosphore total, phénols, métaux totaux dont : Cr<sup>6+</sup>, Cd, Pb, Hg, As ; fluor et composés (en F), CN libres, hydrocarbures totaux, composés organiques halogénés (AOX ou EOX), ammoniacale.

Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **21.1.3 Concentrats**

Les concentrats résultant du traitement des lixiviats font l'objet d'analyses de caractérisation permettant de les diriger dans une installation de traitement appropriée et autorisée. Les documents assurant la traçabilité des analyses et du traitement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **21.2 Contrôle et utilisation des perméats**

Tout utilisation des perméats est subordonnée aux conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Température inférieure à 30°C ;
- Concentration des *Legionella* specie inférieure à 1000 unités formant colonies ;
- Respect des limites fixées dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Concentrations maximales dans les perméats en sortie de process (en mg/l)
MEST	5
COT	70
DCO	120
DBO <sub>5</sub>	30
Azote global	30
Phosphore	2
Phénols	0,1
Métaux totaux	5
Chrome 6	0,1
Cadmium	0,05
Plomb	0,05
Mercure	0,05
Arsenic	0,1
Fluorures	1
Cyanures	0,1
Hydrocarbures totaux	2
AOX	1

*Les perméats peuvent avoir les utilisations suivantes :*

- Rampes d'aspersion destinées à masquer les odeurs éventuelles : les perméats additionnés du produit masquant doivent retomber et s'écouler dans le casier de stockage de déchets en cours d'exploitation ;
- Rabattement des poussières sur les pistes de circulation : dans la mesure où cette action est effectuée en période de déficit hydrique et où il n'y a pas d'infiltration dans le sol ;
- Nettoyage d'équipements avec récupération des eaux dans le bassin de stockage des lixiviats.

*Les perméats ne peuvent pas être rejetés dans le milieu naturel. S'ils ne satisfont pas les critères d'utilisation fixés ci-dessus, ils sont à considérer comme des déchets et à traiter en tant que tels.*

*Le volume des perméats produits est mesuré. Les prélèvements et analyses des perméats sont réalisés par un organisme agréé tous les deux mois durant la première année de production. Si l'exploitant souhaite une diminution de cette fréquence, il doit présenter un dossier justificatif à monsieur le préfet de la Drôme, avec copie à l'inspection des installations classées.*

*En tout état de cause, la fréquence de prélèvements et d'analyses reste à minima annuelle.*

*Des prélèvements et analyses des *Legionella* specie selon la norme NF T90-431 sont à réaliser annuellement par un laboratoire agréé, au niveau des équipements de projection des perméats (rampes d'aspersion notamment). Les prélèvements sont à effectuer en période estivale, quand la température des perméats dépasse 25°C.*

*L'inspection des installations classées sera informée sans délai de tout dépassement du seuil de 1000 unités formant colonies.*

*Les documents assurant la traçabilité des volumes de perméats produits, des prélèvements et analyses réalisés et de l'utilisation faite, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »*

#### **Article 4 : Extension de la centrale de valorisation de biogaz**

Les dispositions de l'article 22.5 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

##### **« 22.5 – Contrôle du biogaz**

*Les installations de valorisation, de destruction ou de stockage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.*

*Le volume de biogaz capté sur le site est suivi.*

*L'exploitant procède trimestriellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>O.*

*En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les émissions de SO<sub>2</sub>, CO, HCl, HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.*

*Les seuils suivants doivent être respectés :*

- CO < 150 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- SO<sub>2</sub> < 300 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- HCl < 10 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- HF < 5 mg/Nm<sup>3</sup>.

*Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.*

*L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour assurer le dégazage permanent des casiers de stockage de déchets, y compris en cas d'incident sur les installations de valorisation de biogaz ou lors d'une période de maintenance de celles-ci. Au moins une torchère doit être disponible pour brûler tout l'excédent de biogaz non valorisé, et pour venir automatiquement en relais des installations de valorisation de biogaz, en cas de défaillance.*

*La capacité des torchères du site est à adapter au fur et à mesure des besoins. »*

### **Installations de valorisation de biogaz**

Les installations composant l'extension de la centrale de valorisation de biogaz doivent respecter les dispositions des articles 36 à 40 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004.

Les dispositions de l'article 40.2 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

*« En l'absence d'obstacles de nature à perturber la dispersion des gaz de combustion, la hauteur de cheminées est de 9 mètres au minimum, avec une vitesse d'éjection minimale des gaz de 25 mètres par seconde. »*

### **Article 5 : Information**

Au dernier paragraphe de l'article 23.2 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004, les mots « *commission locale d'information et de surveillance* » sont remplacés par « *commission de suivi de site* ».

Les prescriptions de l'article 23.2 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 sont ainsi complétées :

*« Le rapport annuel d'activité comprend un volet consacré aux installations de destruction et valorisation du biogaz, et à l'unité de traitement de lixiviats. Entre autres, le temps de dysfonctionnement mensuel de ces installations et le volume mensuel de gaz brûlé par les torchères seront précisés. »*

### **Article 6 :**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

### **Article 7 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38 022 GRENOBLE Cedex 1) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée postérieurement à l'affichage du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 8 : Notification et publicité**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté, énumérant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Chatuzange-le-Goubet et tenue à la disposition du public.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et une copie sera transmise à la direction départementale de la protection des populations.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Direction départementale des Populations, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

Le présent arrêté peut être consulté sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

#### **Article 9 : Exécution et copie**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de Chatuzange-le-Goubet et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le Maire de Chatuzange-le-Goubet ;
- le Directeur Départemental des Territoires ;
- le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé ;
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- le Directeur de l'Unité Territoriale de la Drôme de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- le Directeur de l'Unité Territoriale Drôme-Ardèche de la DREAL de Rhône-Alpes ;
- et à Monsieur le Directeur de la société ONYX ARA à CHATUZANGE-LE-GOUBET

Valence, le     **6 NOV. 2013**  
Le Préfet,

Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
**Alice COSTE**

